

Une petite flamme de 2015



Jean-Marc
Tori

fragiles
sons
spérer
ur
France.

L'année 2015 s'annonce rocailleuse. Les pays émergents doivent forger de nouveaux ressorts de croissance, y compris la Chine. Le Japon affronte l'échec prévisible des Abenomics. L'Amérique est mieux placée, mais elle va subir deux épreuves aux effets imprévisibles – le retour vers une politique monétaire plus classique et la chute des prix de l'énergie qui efface l'effet dopant du pétrole de schiste. L'Europe, elle, reste à la traîne du monde. Sa mécanique bancaire tourne mieux, mais plusieurs pays connaîtront des élections délicates et la panne du commerce mondial entrave sa reprise. Sans compter les événements qui pourraient former autant de nouveaux rochers sur la route de la croissance – qu'il suffise de penser à des mots absents

vocabulaire il y a un an, comme Crimée, Ebola ou Daech. Une année rocailleuse donc, qui offre pourtant de fragiles ans d'espérer pour la France. Son paysage économique ne doute le meilleur, ou le moins mauvais, depuis cinq ans. Les entreprises parviennent enfin à préserver leurs marges, partie grâce aux décisions du gouvernement. Elles auront plus de moyens pour investir. Les exportateurs ont stoppé l'érosion sur parts de marché, et l'affaiblissement de l'euro devrait permettre de consolider leurs positions. Le matraquage fiscal n'est moins violent. Et les consommateurs vont profiter de la baisse à la fois massive et inespérée des prix du pétrole, qui libère du pouvoir d'achat. Préciseuse, cette petite flamme ne doit surtout être étouffée. Elle donnera au gouvernement du champ pour poursuivre sa politique de compétitivité, pour la mettre

œuvre plus vite, plus résolument, plus simplement. Elle pourrait aussi permettre de rouvrir des dossiers fermés à l'achat ou à l'impréparation. La taxation du dioxyde de carbone est plus facile à mettre en œuvre quand les cours du pétrole baissent ; elle donnerait une autorité nouvelle à la France pour faire avancer les négociations climatiques en cours. Enfin, tant les ténébres, en relevant l'horizon, cette petite lumière ait nous inciter à réfléchir ensemble, beaucoup plus que ne l'avons fait jusqu'à présent, aux formidables défis créés par la révolution numérique. Il y a quinze ans, ce n'était qu'un fantasme d'entrer en passe d'exploser. Aujourd'hui, comme l'avait fait un siècle la révolution énergétique, elle transforme profondément la vie économique, de l'organisation de la production jusqu'aux horaires du commerce en passant par la répartition des emplois et des revenus. Après de petits secteurs comme la musique et la presse, elle chamboule désormais le commerce, l'hôtellerie, bientôt la finance et l'automobile. Il ne faut pas encore trop tarder pour s'y préparer.

Lire nos informations
Pages 2-3

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Financial Times » sort sa boule de cristal pour l'année 2015

« Financial Times » s'est penché à son exercice traditionnel à la veille du Nouvel An : il a posé ses prédictions sur les sujets d'actualité pour l'année 2015. Selon le quotidien britannique, le monde économique britannique devrait connaître un baril de pétrole devrait

chuter sous la barre des 50 dollars. D'abord parce que la production américaine de gaz de schiste doit s'accélérer. Ensuite, parce que la demande restera

faible. Les troupes américaines en Irak et en Afghanistan devraient grimper à nouveau

d'année. Le prix du pétrole devrait grimper à nouveau d'année.

Par ailleurs, Vladimir Poutine devrait pas effectuer de déplacements annuels en Europe. « La Russie est aux prises avec une crise économique et des sanctions à l'égard de la Chine. Ses entreprises devraient continuer à perdre de l'argent. » L'épidémie d'Ebola en Afrique sera, probablement repoussée.

LE POINT DE VUE

de Jean-Claude Pacitto
et Philippe Jourdan

Les réformes bloquées par un Etat clientéliste

Si l'Etat se révèle incapable d'imposer les réformes dont la France a besoin, c'est parce qu'il est devenu à la fois corporatiste et clientéliste. Résultat : l'intérêt général s'arrête là où commencent les intérêts particuliers des partis.



La crainte d'une forte mobilisation dans la rue est-elle la seule raison pour laquelle ces mesures urgentes ne sont jamais évoquées ? Photo : Denis Allard/REA

Beaucoup ont voulu croire que la gauche oserait enfin proposer des réformes d'envergure qui permettraient de résoudre des problèmes qui grèvent notre croissance depuis plus de trente ans et qui fissurent également notre pacte social. Si, incontestablement, le gouvernement a pris des mesures courageuses concernant l'allègement de charges des entreprises, il n'a pas eu le même courage s'agissant des économies à réaliser. Bloquer le point d'indice, la revalorisation des pensions et des prestations sociales en général ne constitue pas, comme on le dit trop souvent, une politique courageuse. Ces mesures ne jetteront pas des millions de Français dans la rue et le gouvernement le sait parfaitement.

A contrario et dans l'état actuel de l'économie, le gouvernement sait bien que la réforme des régimes spéciaux de retraite, du droit et du temps de travail ou une réforme ambitieuse de notre système éducatif en vue de l'adapter à la très forte hétérogénéité des niveaux scolaires susciteront de grandes mobilisations. Mais la crainte d'une forte mobilisation dans la rue est-elle la seule raison pour laquelle ces mesures urgentes ne sont jamais évoquées ?

En réalité, les raisons de l'attentisme face aux réformes tiennent pour partie au fort pouvoir de « nuisance » des bénéficiaires des régimes spéciaux et de certaines forces syndicales dans le monde du travail ou l'Education nationale, mais aussi, et on le souligne beaucoup moins, à l'incapacité des élites françaises à agir par rapport à des situations complexes.

Le sociologue Michel Crozier avait déjà souligné il y a longtemps que l'on ne réformait pas la société par décret. Sa démonstration visait à montrer que nos élites n'étaient pas formées pour appréhender les systèmes complexes. De fait, si elles démontrent une bonne capacité à diagnostiquer les problèmes dans des rapports de synthèse toujours bien écrits, elles

sont démunies de toute méthode lorsqu'il faut agir sur le réel en se cantonnant à une vision purement juridique et totalement dépassée. Nos élites se méprennent aussi sur la véritable nature de l'Etat en France. Ainsi les économistes Yann Algan et Pierre Cahuc (« La Société de défiance », éditions ENS Rué d'Ulm, 2007) insistent à juste titre sur le caractère corporatiste de l'Etat français, corporatisme qui différencie les droits sociaux selon le statut et la profession, et qui suscite la société de défiance.

Il faut y ajouter une réalité accablante : l'Etat français est devenu de plus en plus un Etat clientéliste, où la puissance publique n'hésite pas à créer des structures dans le seul but de rétribuer des contributeurs politiques. De surcroît, la décentralisation, en politisant une part non négligeable des recrutements dans la fonction publique locale, a accentué ces processus déjà bien à l'œuvre.

On souligne très régulièrement le coût exorbitant des 1.240 agences gouvernementales françaises ainsi que l'utilité contestable de beaucoup d'entre elles. Mais on s'interroge beaucoup moins sur la logique profondément présidant à leur création et à leur développement. L'inflation organisationnelle générée par ces agences en dit beaucoup sur la véritable nature de l'Etat français et son incapacité au nom de l'intérêt général à réguler les phénomènes d'influence.

Qu'il soit local ou national, le clientélisme est aussi le révélateur de la faiblesse structurelle des partis politiques français, qui, pour assurer des contributeurs qu'ils jugent utiles, utilisent la puissance publique à des fins partisans. Si le clientélisme n'est pas le monopole du Parti socialiste, ce dernier, parce qu'il est d'abord un parti d'influence, a su mieux que les autres utiliser la ressource clientéliste, notamment dans les collectivités qu'il gère. La question qui se pose est donc celle-ci : un

parti clientéliste peut-il réformer un Etat qui l'est devenu aussi ? La réponse est évidemment négative. On se rend compte que la seule stratégie du gouvernement est d'attendre le retour de la croissance pour ne pas avoir à mettre en œuvre des réformes, comme par exemple la mise à plat des régimes de retraite ou la nécessaire réforme de l'Education nationale ou du droit du travail. Le scénario est toujours le même, tous les gouvernements attendent que l'orage passe car aucun d'entre eux, pour des raisons de méthode et de rapports de force, n'ose s'engager sur la voie de réformes qui viseraient simplement à remettre l'intérêt général au cœur des processus décisionnels.

Si le gouvernement actuel veut bien prendre le risque d'un mécontentement qu'il estime provisoire de la part de catégories socio-professionnelles qui lui étaient plutôt favorables, il ne prendra jamais le risque d'une rupture irréversible, et on le voit bien actuellement avec les intermittents du spectacle. L'intérêt général s'arrête là où commencent les intérêts particuliers des partis, et la situation n'est pas assez grave de leur point de vue pour qu'ils dérogent à cette stratégie. Les rapports de fond continueront à s'accumuler, mais les problèmes structurels de la société française ne seront, de fait, jamais réglés.

Dans cette perspective, les politiques dites de rigueur sont les habiles paravents servant à occulter le fait que l'on ne s'attaque jamais véritablement aux causes des problèmes. Surimposer fiscalement une classe moyenne déjà en crise ne relève pas d'une politique rigoureuse mais de la fuite en avant, et on conviendra facilement que ce n'est pas la même chose.

Jean-Claude Pacitto est maître de conférences à l'université Paris-Est Créteil ; Philippe Jourdan est professeur des universités.